

L'OTR et L'OTM lancent un concours sur le civisme fiscal

Les critères de participations



Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°600 du Mercredi 05 mai 2021 - 15^{ème} année - Prix: 250 FCFA

03 MAI 2020-03 MAI 2021
AN 1 DE FAURE GNASSINGBÉ

Le Togo à l'heure du bilan

#3



Le 22 février 2020, à l'issue d'une élection présidentielle très attendue, les Togolais ont accordé pour la quatrième fois leur voix à Faure Gnassingbé, un leader avisé qui leur inspire courage, confiance, espoir et symbolise un lendemain meilleur. Le taux de suffrages obtenus (plus de 70%) par le chef de l'Etat est démonstratif. En retour, le président, lui

dont les actions succèdent toujours aux promesses, a garanti au peuple de faire en sorte que personne ne soit laissé sur le bas-côté, ni contraint d'être esseulé. Avec la crise sanitaire apparue soudainement, il était indispensable de joindre immédiatement l'acte à la parole avec des réalisations sanitaires opportunes et salvatrices.

SOCIÉTÉ

CANTINES SCOLAIRES AU TOGO

Plus de 22 milliards de francs CFA dépensés depuis 2008

#6



MÉDIAS

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

L'OTM a présenté son rapport annuel sur l'état de la presse au Togo

#2





LA FIBRE TOGOCOM EST CHEZ VOUS!

Souscrivez dès maintenant dans une agence Togocom ou auprès de nos commerciaux itinérants!

Offrez vous La fibre Togocom

à **10 000 FCFA**

25 000 FCFA

Promo valable du 5 Mai au 7 juin 2021. Offre soumise à conditions.



Le carnet

En un an ...!

03 Mai 2020-03 Mai 2021. Voilà un an jour pour jour que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a pris fonction après son élection du 22 février 2020. Lors de la campagne électorale, il avait fait beaucoup de promesses afin de permettre aux Togolais de vivre dans l'aisance. Au plan énergétique, la promesse faite par le Président Faure Gnassingbé d'atteindre 100% de fourniture de l'électricité aux Togolais à l'horizon 2030 se concrétise chaque jour. Et les projets engagés dans ce sens démontrent que le pays est sur la bonne voie. La mise en route des premières turbines de la nouvelle centrale électrique «Kekeli Efficient Power» s'inscrit dans cette optique. Déjà, à la fin de cette année, quand toutes les turbines fonctionneront en plein régime, c'est une valeur ajoutée de 50% de fourniture de l'électricité qui sera observée. Un bonheur pour plus de 250 000 foyers de Togolais qui ne demandent que cela. On le comprend aisément, la question énergétique préoccupe le gouvernement qui ne ménage aucun effort pour doter le pays des infrastructures afin de répondre aux attentes des populations. La ministre de l'énergie ne croit pas si bien dire quand elle relève que la centrale Kekeli constitue une belle avancée dans la transition énergétique du Togo vers un modèle plus durable mais également plus inclusif. Le parc solaire de Blitta et la mise en oeuvre du projet Cizo sont des éléments illustratifs de cette volonté du gouvernement sous le leadership de Faure Gnassingbé d'atteindre l'objectif d'une stabilité énergétique au pays à l'horizon 2030. Il est dit que l'augmentation significative des capacités de production électrique participera de manière notable au développement et au rayonnement économique du Togo en Afrique de l'Ouest et à l'étranger. Faits notables et non des moindres, ces projets créent des milliers d'emplois. Le projet Kékéli a permis de créer environ 895 emplois directs et indirects pendant la construction du cycle ouvert qui se poursuit. Il en sera de même de la phase de l'exploitation où ce sont de jeunes ingénieurs, techniciens supérieurs et personnel administratif sortis des universités et écoles togolaises qui y feront leurs preuves. Il y a des signes qui ne trompent pas. Les populations ont la certitude que Faure Gnassingbé mettra à profit les années à venir pour l'électricité pour tous en 2030, car ce qu'il dit, il le fait. Les exemples foisonnent dans tous les domaines. Une analyse de l'impact du dispositif « Novissi » sur les populations togolaises vulnérables a permis à la Banque mondiale de conclure que plus de 170 000 nouveaux comptes dématérialisés ont été créés. Entre avril 2020 et janvier 2021, 170 278 nouveaux comptes ont été créés grâce au programme gouvernemental de protection sociale « Novissi ». Celui-ci a fait bondir de 7% le taux de pénétration des services financiers. Grâce à une collaboration entre l'ONG GiveDirectly et l'Etat, le nombre de bénéficiaires des transferts monétaires s'élève maintenant à près de 820 000 bénéficiaires, avec plus de 13,3 milliards de francs CFA remis gratuitement aux populations, dont plus de 60% de femmes. Sans aucun doute, le programme de revenu universel de solidarité booste l'utilisation du mobile money, accélère l'inclusion financière et digitalise l'économie. Comme on peut constater beaucoup de projets sociaux en faveur de la population rurale ont été initiés et en voie d'exécution pour leur bonheur. On est qu'à un an de l'exercice du mandat. Malgré les difficultés sanitaires, le chef de l'Etat se déploie pour que les choses ne pèsent pas trop lourdes sur les épaules des uns et des autres.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

L'OTM a présenté son rapport annuel sur l'état de la presse au Togo

L'Observatoire togolais des médias (OTM) a rendu public lundi 03 mai dernier à l'occasion de la journée internationale de la liberté de la presse, son rapport sur l'état de la presse au Togo. La cérémonie s'est déroulée au Relais de la Caisse.

Le document de 13 pages fait état de plusieurs « améliorations » dans ses relations avec les journalistes, dénonce les dérapages et appelle à plus de professionnalisme. L'Observatoire Togolais des médias est l'instance d'autorégulation ou le tribunal des pairs où siègent les organisations les plus représentatives, avec pour mission principale, de garantir le respect des règles d'éthique et de déontologie dans les médias, un texte que les journalistes se sont donnés eux-mêmes. La journée de la liberté de la presse célébrée depuis 1993 à travers le monde entier relève les principes fondamentaux de la presse et informe l'opinion publique sur les atteintes à cette liberté. Le thème de cette année est : « *L'information comme bien public* ». Le rapport de cette année couvre la période allant du 3 mai 2020 au 3 mai 2021 et fait état de l'exercice de la profession et ce qu'on peut considérer comme évolution par rapport au dernier rapport. « *On constate qu'il y a une certaine évolution. Et en termes de qualité, on a intérêt à nous améliorer. Aujourd'hui, le nombre de médias augmente et le marché est restreint. Alors l'autre recommandation est de réfléchir à des groupes de presse* », a souligné le président de l'OTM.

Preuve de dynamisme

Selon le rapport de l'OTM, la presse togolaise a fait preuve de dynamisme ces derniers mois, mais le secteur médiatique ne pourra sortir des sentiers battus et relever le défi de la professionnalisation, que par une « *véritable rupture avec l'amateurisme* ». L'Observatoire a fait état des dérapages qui ont conduit à la suspension et au retrait du récépissé de certains organes de presse et fait des recommandations à divers niveaux. « *Le nouveau code comporte des innovations et réorganise les structures de la presse, mais ces nouvelles innovations ne sont pas encore maîtrisées par les journalistes qui insinuent des pièges. Il urge donc d'organiser des séances de sensibilisation et de formations sur ce code revisité* », indique le rapport. « *En dépit d'une meilleure application des règles déontologiques et éthiques par les médias durant l'exercice 2020-2021, des violations ont été enregistrées autant sur des chaînes audiovisuelles que dans la presse écrite et en ligne. En dehors de celles qui ont donné lieu à des auditions sur plaintes ou auto-saisines, les autres ont juste fait l'objet de rappels à l'ordre verbaux par l'institution de régulation (HAAC) et l'instance d'autorégulation (OTM)* », ajoute le document

Deux plaintes, trois audiences et six auto-saisies, depuis un an

L'OTM, a œuvré aux côtés de la HAAC pour la libération de Carlos Kétohou (directeur de publica-

tion du journal « L'Indépendant Express »), interpellé le 30 décembre 2020 par le SCRIC suite à son article « *Scoop de fin d'année : Femmes ministres interpellées pour vol de cuillères dorées* ». Mais les démarches de l'observatoire (aux côtés des autres organisations de presse) pour obtenir l'annulation du retrait de son récépissé sont restées infructueuses. L'Observatoire est également intervenu pour obtenir la libération d'un confrère du journal « Le Togo » interpellé à Aného pour avoir pris sans autorisation des photos des éléments des forces de l'ordre à la frontière Togo-Bénin, dans le cadre de son reportage sur la gestion de la Covid-19. Dans une autre affaire ayant impliqué le directeur de publication du quotidien Liberté à propos d'une plainte du Directeur Général de L'UTB, l'OTM est intervenu et a réussi à faire rectifier l'erreur. « *Du 3 mai 2020 à ce jour, l'OTM a enregistré deux plaintes, tenu trois audiences et organisé six séances de conciliation sur plaintes ou auto saisines. Il s'agit des problèmes d'éthique et de déontologie, notamment la diffamation par journaux interposés. Ainsi, des Directeurs d'organes ont été écoutés pour non-respect des règles professionnelles, d'atteinte à l'honneur, de publication de fausses informations, etc. Mais aussi l'OTM est intervenu directement dans certains cas où des confrères étaient en situations difficiles pour les sortir d'affaires. Aucune sanction n'a été prise par l'Observatoire qui a plutôt privilégié la démarche pédagogique* », indique le rapport. L'OTM a déploré la suspension du journal « L'Alternative » qui a écopé de 4 mois de suspension dans l'affaire qui l'oppose au ministre Tsolenyanu, la condamnation du même journal à une amende de 4 millions dans l'affaire dite « *Petrolegat* », la menace de mort dont a été sujet Yves Galley (DP La Symphonie) et dont les instigateurs sont restés inconnus.

Les recommandations

L'OTM a formulé des recommandations notamment à l'endroit du gouvernement, des journalistes, de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC). Il recommande aux journalistes le respect des règles professionnelles notamment du code de la presse et de la communication et s'approprier les innovations du nouveau Code de la presse. Pour l'instance d'autorégulation, les journalistes et autres médias doivent encourager et soutenir la formation continue sur l'éthique et la déontologie, le regroupement des médias en groupe de presse par la mutualisation des moyens. Aux organisations professionnelles, l'OTM recommande d'insuffler une nouvelle dynamique et vision dans les organisations professionnelles du secteur public et

privé et appeler à la fusion. A la HAAC, l'institution recommande d'améliorer ses relations avec les professionnels des médias et de se positionner comme une instance de régulation et de conseils, d'organiser régulièrement des activités entre journalistes pour des partages d'expérience (webinaire etc.) A l'endroit du gouvernement, l'OTM recommande d'« accélérer la mise en place du Fonds de soutien et de développement de la presse, accorder des facilitations fiscales et de réduction des charges sociales aux entreprises de presse, accélérer la transformation des médias publics en office et de créer un climat d'af-

faire favorable au développement d'entreprises de presse rentables ». Rappelons que le Togo compte 200 titres de presse écrite, près de 90 stations de radios, une dizaine de chaînes de télévision et une centaine de médias en ligne dont une vingtaine enregistrés dans le fichier de la HAAC. Dans la catégorie spécifique de la presse en ligne, on compte 3 agences de presse, dont une agence de presse publique, une centaine de sites d'information, 4 Web TV, 4 Web radio, des représentations d'agences et médias internationaux, des blogs et des médias sociaux.

L.M.

SEMAINE DE LA PRESSE AU TOGO

Un agenda bien rempli

La première édition de la semaine de la presse, initiative du Conseil national des patrons de presse (CONAPP) a gagné son pari. Pour un premier coup d'essai ça a été un coup de maître.

Semaine de réflexion, de partage d'expériences et de prise de décisions, cette première édition s'est penché sur des questions pertinentes qui ont permis à la presse togolaise de faire son bilan, de profiter au mieux des expériences des confrères du Bénin pour mieux s'outiller, afin de se conformer au nouveau code de la presse et en tirer avantage. L'apothéose a été marquée le 3 mai (la journée internationale de la liberté de la presse), par le rapport de l'OTM sur l'état de la presse togolaise avec un dîner offert par l'organisation patronale. La semaine de la presse n'a pas été de tout repos. Elle a été marquée par des émissions radio et télédiffusées, à rencontre avec des préposés de communications et attachés de presse du pays, afin de réfléchir sur des questions d'accès à l'information. Les travaux avaient débouché sur la création d'une plateforme media collaborative. La semaine a été marquée également par la rencontre entre les patronats béninois pour un partage d'expériences. Mathias Ayena (rapporteur de la HAAC), a félicité le CONAPP pour cette initiative qui rapproche les journalistes de la population. Il a invité les journalistes à plus de professionnalisme. « *Les professionnels que vous êtes, vous avez le devoir d'informer les populations en respectant les règles professionnelles du métier...* », a indiqué M. Ayena. « *Ces textes éditent les règles précises dans le processus de diffusion de l'information, qui passe par la vérification de toute information, afin de s'assurer que les populations reçoivent une information vraie, crédible, objective et équilibrée* », a-t-il souligné. « *La première notion qui s'impose comme une évidence à l'annonce de cette nouvelle initiative, c'est que la presse continue de jouer un rôle irremplaçable pour faire vivre la liberté d'expression, la liberté d'information et par ricochet, la démocratie. Il revient entre autres à la presse, d'animer le débat public, d'éclairer les citoyens sur*

leurs droits et devoirs, de mettre en perspective l'action gouvernementale et d'être le vecteur de la critique constructive », a expliqué M. Missité (Directeur de cabinet du ministre de la communication et des médias).

Mutation de la presse

Dans le cadre de cet évènement, s'est tenue le vendredi 30 avril, une table ronde des responsables des médias autour du thème « *les médias togolais face à l'indispensable mutation* » en présence d'une délégation du Patronat de la presse béninoise qui a partagé son expérience avec son collègue togolais. Conformément au nouveau code de la presse et de la communication au Togo adopté en janvier 2020, la presse togolaise doit connaître une mutation en devenant de véritable société de presse. Cette mutation qui devrait être effective après les trois (03) ans de moratoire donné par l'Etat, le CONAPP qui est préoccupé par la question veut s'inspirer de l'expérience de la mutation de la presse béninoise effective depuis 2015. Au cours de cette rencontre, les professionnels des médias ont planché sur la mutation de l'entreprise de presse en société de presse et aussi, des difficultés et problèmes que rencontrent les professionnels des médias dans leur exercice. Après 15 mois, l'on ne sent pas encore cette mutation au sein de la presse. Selon Anago PEZO, Directeur de Publication du journal venu du Bénin, cette mutation n'est pas une chose aisée certes, mais pas aussi impossible. Il dit être disponible à accompagner ses confrères togolais à y arriver, surtout si ces derniers parlent d'une seule voix. « *La mutation semble être compliquée, mais elle est faisable, et ça sera plus facile à la presse togolaise si elle parle d'une seule voix. Il va falloir que les patrons arrivent à laisser de côté leurs*

(Suite à la page 3)

03 MAI 2020-03 MAI 2021 / AN 1 DE FAURE GNASSINGBÉ

Le Togo à l'heure du bilan

Le 22 février 2020, à l'issue d'une élection présidentielle très attendue, les Togolais ont accordé pour la quatrième fois leur voix à Faure Gnassingbé, un leader avisé qui leur inspire courage, confiance, espoir et symbolise un lendemain meilleur. Le taux de suffrages obtenus (plus de 70%) par le chef de l'Etat est démonstratif. En retour, le président, lui dont les actions succèdent toujours aux promesses, a garanti au peuple de faire en sorte que personne ne soit laissé sur le bas-côté, ni contraint d'être eseuilé. Avec la crise sanitaire apparue soudainement, il était indispensable de joindre immédiatement l'acte à la parole avec des réalisations sanitaires opportunes et salvatrices.

La première année du nouveau mandat de Faure Gnassingbé a enregistré nombre d'actions dans les domaines socioéconomique, sanitaire et sécuritaire... D'emblée, la gestion de la crise sanitaire de la Covid19 dans le pays a occupé une grande place dans la lutte judiciaire contre la pandémie et cela marque d'une pierre blanche sa gouvernance. La prise en charge des cas, la campagne de vaccination contre la Covid-19 à travers la mise à disposition de plus 200 000 doses de vaccin AstraZeneca contre le coronavirus (déjà injecté) et 200 000 doses de vaccin Sinovac (en cours d'injection). L'assurance maladie élargie à plusieurs corps de métiers, notamment le personnel soignant au front de la lutte a été une avancée.

Cris sanitaire

Le premier cas de coronavirus a été détecté le 06 mars 2020 au Togo. 10 jours après, le pays a instauré un état d'urgence sanitaire et un couvre-feu ; réuni 5 000 hommes dans une Force spéciale anti-pandémie ; interdit les rassemblements ; suspendu les liaisons aériennes et terrestres ; bouclé les villes ; fermé les lieux de culte, établissements scolaires et universitaires, etc.

Réhabilitation des infrastructures sanitaires

L'apparition de la maladie a aiguillonné le Togo à faire des avancées dans le processus de modernisation et d'équipement des centres de santé. Le chef de l'Etat a fait installer des scanners et respirateurs ; fabriquer des millions de masques et de thermo flashs ; réceptionner des équipements de protection. Le CHR de Lomé-Commune, principal centre de prise en charge des patients a été réhabilité, aménagé et équipé avec des centaines de lits. Actuellement, des travaux de construction de 09 centres de santé sont en cours dans les 05 régions nationales.

Réduire dans la mesure du possible les effets pervers de la crise

Faure Gnassingbé a mis en place un comité de crise et s'est mis à l'avant-poste de la lutte. Avec ses collaborateurs, il scrute l'évolution de la pandémie, les difficultés rencontrées et les solutions idoines pour endiguer la maladie grâce à des mesures d'anticipation, de réplique et de relance économique. Justement, un fonds de relance économique et de solidarité nationale de 400 milliards de francs CFA a été mis en place pour amenuiser l'impact négatif de la crise sur les citoyens. Il a permis de mettre en œuvre le programme de transferts monétaires «Novissi», de baisser le prix des produits pétroliers, de rendre gratuites l'eau et l'électricité pour les tranches sociales...

Plus de 100 milliards de francs CFA déjà dépensés

Sur les 400 milliards cités ci-avant, 173 milliards de francs CFA ont été mobilisés à la date du 15 décembre 2020. A cette même date, les dépenses effectuées dans la lutte contre la pandémie s'élevaient à 107,5 milliards. En réalité, 22,8 milliards ont été consacrés aux mesures de riposte sanitaire ; 32,3 autres milliards aux dépenses sociales et 52,3 milliards pour la relance économique.

Gratuité des soins pour les femmes enceintes

La covid-19 n'empêche pas le leader togolais de tendre la main aux femmes enceintes. Le pays a annoncé un programme de gratuité des soins (évalué à 07 milliards de francs CFA pour 2021) pour les femmes enceintes. Celui-ci touche la planification familiale, la consultation prénatale, l'accouchement et la césarienne. Déjà, au Centre médico-social (CMS) d'Adabawéré dans la préfecture de la Kozah, plus de 380 femmes enceintes ont été enrôlées du 20 décembre 2020 au 30 janvier 2021. Elles seront soignées entièrement aux frais de l'Etat.

Prise en charge gratuite pour les écoliers

School Assur est un programme de protection sociale en milieu scolaire. En 03 ans de mise en œuvre, il a atteint 02 millions de prises en charge sanitaires gratuites dans plus de 6 000 établissements scolaires publiques. Durant l'année 2020, dans un environnement malsain, Faure Gnassingbé a fait maintenir la mise en œuvre du programme pour empêcher la covid-19 de titiller les élèves. Au titre de l'année scolaire 2020-2021, l'achat des masques a été subventionné par l'Etat avec 01 milliard de francs CFA. 600 millions ont été mobilisés pour acquérir des équipements comme des tables-bancs et des matériels informatiques. La mise en œuvre de toutes les mesures prises pour l'année en cours, coûte 3,5 milliards de francs CFA aux dirigeants.

Une gestion sanitaire irréprochable

Les indicateurs montrent que le Togo fait partie des meilleurs pays dont la gestion est efficace et adaptée aux défis de l'heure. Comme mis en lumière par Lowy Institute, en matière de bonne gestion de la pandémie, le Togo est le 2ème meilleur pays en Afrique avec un score de 72,8 points. Sur le plan mondial, il se classe 15ème. Après l'apparition du premier cas de covid-19 sur le territoire, le Togo a augmenté sa capacité de test avec le dépistage systématique des cas contacts et de tous les clusters. Le pays a effectué 204 937 tests à la date du 29 janvier 2021, soit 26,64 tests pour 1

000 habitants.

Main tendue aux opérateurs économiques

Le Togo a barricadé la voie à la maladie grâce à une batterie de mesures économiques idéales. En dehors de «Novissi», programme de soutien mensuel de 12 500 francs pour les femmes et 10 500 pour les hommes, le président a pris des dispositions particulières



comme la politique d'allègement des charges fiscales, le fonds de relance en faveur des TPME. Depuis le 1er avril 2020, le montant des échéances de crédits reportées pour aider les entreprises est de 18 milliards. Aujourd'hui, la campagne de vaccination anti-covid une réalité au Togo, pays qui a su sortir les griffes pour défier sans crainte la pandémie. Le président de la République a retroussé ses manches pour y parvenir, il a réadapté les priorités qui convergent tout de même vers un seul leitmotiv : le développement national.

A l'heure du bilan

Sur le plan socio-économique, on note entre autres la construction d'un nouveau marché de poisson au nouveau port de pêche. Au-delà du bassin pouvant accueillir 300 à 400 pirogues, des aires pour le halage et la réparation des pirogues d'une criée moderne de fabrique de glace, de chambre froides et d'un bloc administratif, les nouvelles infrastructures permettront à près de 5000 femmes mareyeuses, commerçantes de poissons frais ou travaillant dans la transformation, de mener leurs activités dans de meilleures conditions et de réduire considérablement les pertes après capture de l'ordre de 80%.

Promotion du genre, l'historique évolution

La promotion de la gent féminine est presque au cœur de l'action gouvernementale. C'est une réalité et elle ne se dément pas, tant des femmes occupent une place de choix, sinon la tête, au sein des plus prestigieuses institutions du pays. Le président Faure a marqué un grand coup dans l'histoire en nommant pour la première fois une femme à la tête de la Primature.

Pour mieux inscrire les femmes dans les annales de la politique togolaise, nombre d'entre elles occupent actuellement des postes décisionnels et des portefeuilles stratégiques dans l'exécutif togo-

Au-delà, nombre de femmes dirigent des institutions et tiennent de grandes responsabilités à l'instar de Awa Nana Daboya, Médiateur de la République togolaise et Présidente du Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité nationale (HCR-RUN), ou encore de Mme Nakpa Polo, présidente de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH).

La sécurité et la lutte contre le terrorisme tiennent à cœur au dirigeant togolais. La vigilance, l'anticipation du N°1 Faure Gnassingbé, la rigueur et la discipline de l'armée dont il est le chef suprême et l'intelligence de la diplomatie togolaise font du Togo un pays exemplaire dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Les infrastructures routières sont en plein essor avec la construction de la route Lomé-kpalime et celle de Lomé-Aneho. Dans le domaine de la formation, le Lycée d'enseignement technique d'Adidogomé dispose désormais d'un Institut de formation en alternance pour le développement dédié au bâtiment (Ifad-Bâtiment).

L'énergie a été également une question prioritaire pour Faure Gnassingbé ces 12 derniers mois. Avec la mise en opération de la turbine à gaz SGT-800 de 47MW de la centrale thermique Kékéli Efficient Power. Inaugurée par le président Faure Gnassingbé, la production annuelle de cette centrale est estimée à 562 GWh. Kékéli fournira une énergie électrique pour l'équivalent de plus de 250 000 foyers togolais, soit plus de 1,5 millions de personnes (20% de la population) comme expliqué par Mansour Toure-Tia, directeur général de Kekeli Efficient Power.

Une diplomatie de notoriété

Pour couronner le tout, la diplomatie togolaise a été bien huilée sur cette première année du quinquennat du président de la République. Résultat : Faure Gnassingbé a effectué sa première visite en France depuis sa réélection. Il a eu un tête-à-tête avec son homologue français Emmanuel Macron le 09 avril dernier.

Faure Gnassingbé et Emmanuel Macron (rencontre du 09 avril 2021)

Signe indiscutable d'une diplomatie togolaise très active et dynamique. Aucun dossier n'a été oublié au cours de cette visite officielle : sécurité au Sahel, projets économiques, signatures d'accords et de partenariats. Aussi, ont-ils parlé de l'initiative « Talents en commun » qui vise à permettre à des personnes de la diaspora de mettre leur expertise au profit de l'administration d'un pays africain », a précisé l'Elysée selon l'AFP.

Les actions fortes et les innovations qui ont marqué la première année de ce nouveau mandat de Faure Gnassingbé peuvent être multipliées à l'infini. Nous ne citerons que celles-là, comme les plus considérables de notre modeste point de vue.

Le leadership féminin au Togo

Abass ISSAKA



COMMUNIQUE

Relatif à la perception de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe sur les Véhicules à Moteur **(TVM)** que la perception de ladite taxe se poursuit conformément aux dispositions de l'article 59 du livre des procédures fiscales (LPF).

La date de paiement de la TVM est fixée au plus tard le 31 mars pour les particuliers, le 30 avril pour les sociétés et le 31 mai pour les compagnies d'assurance.

A cet effet, le contrôle du paiement de ladite taxe au titre de l'exercice 2021 débutera à compter du **03 mai 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 21 avril 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE



COMMUNIQUE

Relatif à la perception de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique des Transporteurs Routiers **(TPU-TR)** communément appelée «**trimestre**» que la perception de ladite taxe au titre du premier trimestre 2021 se poursuit conformément aux dispositions de l'article 57 du livre des procédures fiscales (LPF).

A cet effet, le contrôle du paiement de la TPU-TR débutera à compter de la date du **03 mai 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 21 avril 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE



CÉLÉBRATION DU 03 MAI :

L'OTR et L'OTM lancent un concours sur le civisme fiscal Les critères de participations

L'Observatoire togolais des médias (OTM) en collaboration avec l'Office togolais des recettes (OTR) a procédé vendredi 30 avril, au lancement de la première édition du concours sur le civisme. Une opportunité nationale qui révélera les meilleurs producteurs médiatiques sur les déterminants du civisme fiscal.

L'ouverture de cette toute première cérémonie médiatique a été selon "Savoirnews", faite par Mme Magbenga, directrice de cabinet, représentante le commissaire général de l'OTR. Ce geste est fait à travers un discours en présence de Franck Missité, représentant du ministère de la Communication et de Sabi Kasséré, celui de la HAAC.

Le concours, ouvert à tout jour-

tra de pérenniser cette initiative ».

Les critères

La représentante du commissaire général de l'OTR a pour sa part rappelé l'importance de cette initiative, qui servira de sensibilisation auprès de la population. Elle signale également à tous les participants que leurs portes sont grandement ouvertes pour toutes informations.

sées de :

- Pour la TV et la Radio, une production de trois (3) minutes maximum enregistrée sur un support USB. L'enveloppe doit comporter une fiche d'identité avec mention du média sur lequel la production a été diffusée, de même qu'un bref résumé.
- Pour la presse en ligne, un imprimé de la capture d'écran de la publication faite de même que le lien accompagné de la fiche d'identification
- Pour la presse écrite, cinq exemplaires du journal et de la fiche d'identité.



naliste radio, télévision, presse écrite et presse en ligne, prendra en compte les productions du 1er janvier au 18 juin 2021. Une période au bout de laquelle les deux meilleures productions seront retenues dans chaque catégorie de média.

Selon Fabrice Petchezi, président de l'OTM : « Il s'agit d'amener les journalistes à s'intéresser aux sujets de développement, notamment contribuer à la sensibilisation des citoyens sur le civisme fiscal qui est très important, puisqu'elle permet d'améliorer l'assiette fiscale. Lorsque l'assiette fiscale est améliorée, c'est le pays qui va en profiter. C'est une première édition. L'engouement autour de l'événement nous permet-

Enfin, Les représentants présents à cette cérémonie ont tous salué l'initiative, ont appelé à une participation massive des journalistes et ont exprimé leurs souhaits de pérennité.

Le concours lancé par l'OTR et l'OTM, concerne tous les médias sans exceptions et a pour objet de produire un article reportage inédit publié dans un support professionnel (presse écrite et en ligne, Radio et Télévision) dédié à la sensibilisation sur le civisme fiscal.

Le concours est individuel. Il est ouvert aux journalistes professionnels exerçant dans un média régulièrement installé au Togo. La participation est gratuite.

Les œuvres doivent être compo-

- Sont éligibles, les œuvres produites et publiées entre le 1er janvier et le 18 juin 2021. Le dépôt se fait sous pli-fermé au plus tard le 18 juin à 12h30 au siège de l'OTM sis à Klikamé.

Un jury, composé de professionnel expérimenté des médias, de la communication d'universitaires désignées par l'OTM en collaboration avec l'OTR, examinera les productions soumises au concours. Ses décisions seront sans appel.

Il faut souligner que les prix d'une enveloppe de 300.000F.CFA et de 200.000F.CFA, seront accordés respectivement au premier et deuxième de ce concours.

L.M.

ENVIRONNEMENT : 1500 foyers améliorés vulgarisés dans 7 Eco-villages

1500 foyers améliorés, avec une grande efficacité énergétique et des émissions de CO2 sensiblement réduits, ont été lancés ce 26 avril 2021 à Ando-Kpomey, (65 km) au Nord-Ouest de Lomé dans la préfecture de l'Avé. Initiative du ministère de l'environnement et des ressources forestières, les poêles ont le potentiel de révolutionner les pratiques de cuisson dans les sept (7) écovillages que compte le pays.

C'est le Lt Col. DIMIZOU Koffi, secrétaire général du ministère de l'environnement et des ressources forestières qui a donné le ton de cette distribution, prévue pour se poursuivre dans les autres localités.

Les femmes d'Ando-Kpomey, étaient visiblement fières pour avoir reçues chacune un foyer amélioré. Fabriqués à l'aide du fer Galbanisé avec un peu de céramique, ces foyers au nombre de

110 distribués à tous les ménages de cet écovillage pilote de 500 habitants, ont plusieurs avantages. Ce geste envers les ménages vient s'ajouter à la longue liste des actions concrètes menées par le gouvernement et ses partenaires, en l'occurrence le PNUD, afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

Les actions antérieures se résument entre autres, à la réalisation d'une mini-centrale solaire de

5 KWA pour l'éclairage public et l'accès des ménages à l'électricité, l'installation d'une plateforme multifonctionnelle hybride, la réalisation d'un forage, à l'aménagement des étangs piscicoles, et à l'appui en matériel pour lutter contre les feux de végétation et protéger, ainsi la forêt communautaire d'Ando kpomey de plus de 120 hectares.

En rappel, un éco village, est un ensemble d'habitats de taille moyenne, où la priorité est de placer l'homme et l'environnement au centre de tous les intérêts. Actuellement le Togo compte 7 écovillages et ambitionne atteindre à court terme 10 autres d'ici 2025 et à long termes 500 d'ici 2050.

Courtes contre la montre

Ça n'attire plus ?

Les hôpitaux au Togo sont en manque criards de personnels. Le plus remarquable se trouve au niveau des sages-femmes qui aident les bonnes dames à donner vie. Cette insuffisance fait que les quelques dames qui exercent ce métier sont débordées et très souvent sur leurs nerfs. Elles n'arrivent plus à s'occuper des cas qui arrivent à leur niveau. Et très souvent c'est la bagarre qui se déclenche entre les parents et les sages-femmes. Qu'est ce qui explique cette pénurie ? Certains diront que c'est le manque de motivation de la part des jeunes. Mais il faut reconnaître qu'il appartient à l'Etat d'organiser des concours de recrutement pour alimenter ce secteur. Même l'école des sages-femmes semble ne pas être fonctionnelle. Le Togo est confronté à une pénurie de sages-femmes, averti mardi Eloïse Adandogou d'Almeida, présidente de l'association des sages-femmes du Togo (ASAFETO). Le pays compte une sage-femme pour 14.000 habitants; largement insuffisant pour offrir des soins de qualité. Le métier n'attire pas les jeunes, trop contraignant et pas assez rémunéré. La sage-femme est une spécialiste des grossesses normales. Elle suit les femmes enceintes dont elle a la charge, du diagnostic de la grossesse jusqu'au jour de l'accouchement. Elle s'occupe ensuite du nouveau-né, vérifie qu'il soit en bonne santé et accomplit les gestes de réanimation si nécessaire. Elle surveille aussi le rétablissement de la mère, puis la conseille sur l'allaitement et l'hygiène du bébé. L'activité de la sage-femme ne se limite pas à des gestes techniques : elle a aussi un rôle relationnel très important. Elle doit savoir expliquer à la future mère comment vont se dérouler les étapes successives, la rassurer et associer le père à ce moment important.

Au front de la vaccination

200.000 doses du vaccin chinois CoronaVac sont arrivés à Lomé. Ces 200.000 doses du vaccin anti-Covid CoronaVac, fabriqué par le laboratoire chinois Sinovac, sont arrivées au Togo la semaine dernière. Un don de Pékin. Elles n'ont pas encore été administrées. Premiers à servir, les ressortissants de ce pays vivant au Togo. 450 d'entre eux ont reçu le sérum jeudi. 'Ce vaccin est sûr', a assuré l'ambassadeur chinois Chao Weidong. Le dispositif mondial Covax va disposer de 500 millions de doses du vaccin anti-Covid de Moderna, après un accord signé avec l'Alliance du pour le vaccin (Gavi). Les premières doses devraient être livrées au quatrième trimestre 2021, «avec un total de 34 millions de doses disponibles en 2021 et jusqu'à 466 millions de doses en 2022», a indiqué Gavi dans un communiqué publié lundi. Le Togo est l'un des bénéficiaires de l'initiative Covax. A ce titre, il a déjà reçu des dizaines de milliers de doses d'AstraZeneca. Les passagers arrivant du Brésil, d'Inde et d'Afrique du Sud sont soumis à une quarantaine stricte (10 jours minimum) dans un hôtel de la capitale et suivis médicalement. Des variants particulièrement agressifs circulent dans ces trois pays. 'Si ces variants arrivent au Togo, ce serait un désastre', a déclaré Mohaman Djibril, le responsable de la Coordination nationale de gestion de la riposte (CNGR covid19). A ce jour, 53 personnes sont en quarantaine. Deux passagers arrivant d'Inde ont été testés positifs.

Le rôle maléfique !

Avec l'arrivée du vaccin Sinovac, de folles rumeurs se répandent laissant croire à de tragiques effets secondaires. Le même scénario s'était produit avec l'AstraZeneca. Ce sont comme d'habitude les réseaux sociaux qui diffusent de fausses informations et entretiennent ainsi l'inquiétude et le soupçon. Kokou Wotogbé, le secrétaire général du ministère de la Santé, a tenu à tordre le cou à ces rumeurs. 'CoronaVac n'est pas encore déployé, dès qu'il le sera, la population sera tenue informée. Ce vaccin a reçu le OK de l'OMS', a-t-il déclaré mercredi. Outre Sinovac, le Togo attend des livraisons de chez Johnson & Johnson et Pfizer. Les lecteurs font davantage confiance aux réseaux sociaux qu'aux vrais supports d'information. La lutte contre les fausses informations implique surtout de mieux valoriser les contenus fiables. Or, la circulation massive d'informations sur le net met en quelque sorte les médias professionnels et les autres sur un pied d'égalité. C'est bien le problème. Les médias traditionnels appliquent une démarche journalistique: ils hiérarchisent et vérifient les contenus qu'ils publient. Mais il existe aussi des fake news qui copient le style journalistique; des vidéos qui reprennent tous les codes d'un reportage télé. D'où la nécessité de se poser des questions clés: qui émet l'information, est-ce que d'autres médias en parlent, est-il possible de les vérifier? Les fausses informations sont par définition invérifiables. Donc, tant qu'il n'est pas possible de s'assurer de leur véracité, elles ne sont pas fiables et il ne faut pas les faire circuler sur les réseaux. Plus cette démarche sera partagée par les internautes, moins les fake news auront de prise sur les gens.

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA

90 16 49 87 / 90 85 85 22

Responsable commercial

Bertine ADJAHO

90 36 97 10

Mise en page :

A. Maxime (91 08 91 02)

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr

CANTINES SCOLAIRES AU TOGO : Plus de 22 milliards de francs CFA dépensés depuis 2008

Le programme de cantines scolaires est une sous-composante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) mis en œuvre au Togo pour assurer aux communautés pauvres un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux. Du nord au sud du pays, il contribue au bien-être des écoliers dans les établissements primaires publics, accroît l'accès des enfants des ménages pauvres à des repas réguliers, améliore la fréquentation et la rétention dans les écoles des zones ciblées. Les cantines scolaires sont financées à coup de milliards sur le territoire. Mais au vu des retombées hautement positives, le jeu en vaut la chandelle.

Depuis 2008, le programme d'alimentation scolaire a permis de servir plus de 76 millions de repas aux écoliers togolais, pour un coût de près de 22 milliards de francs CFA. Hier comme aujourd'hui, l'initiative sert à réduire la faim et la malnutrition infantile en milieu scolaire, améliorer le taux de scolarisation et le développement de l'économie locale.

L'alimentation scolaire consolidée par une loi

L'Assemblée nationale togolaise a adopté la loi n°2020-007 du 26 juin 2020 relative à l'alimentation scolaire afin d'accroître l'impact de ce programme de lutte contre la déscolarisation. Récemment en Conseil des ministres, le gouvernement a parcouru les textes visant à opérationnaliser les évolutions contenues dans cette loi notamment les modalités d'approvisionnement et de stockage des produits destinés à l'alimentation scolaire. En 2020, en ce qui concerne les



filets sociaux, plus de 97 000 écoliers ont eu accès à 8,2 millions de repas chauds et plus de 59 000 ménages vulnérables ont bénéficié des transferts monétaires (15 000 francs CFA par trimestre). Un an plus tôt (2019), le programme a touché 94 552 élèves avec 14 708 152 repas servis. A ce jour, le nombre d'écoles dotées de cantines s'élève à plus de 300 sur le territoire. Depuis l'opérationnalisation du programme d'alimentation scolaire, 82,5 millions de repas chauds sont servis à plus de 90 000 élèves en moyenne chaque année.

Optimisation du programme

Au cours des 05 prochaines années, le Togo renforcera la fourniture de services sociaux aux élèves à travers le programme «School Assur» et les cantines scolaires. Comme contenu dans les engagements quinquennaux de Faure Gnassingbé, il est prévu l'extension de la fourniture de repas communautaires en milieu scolaire avec la multiplication par 03 du nombre d'écoles dotées de cantines scolaires et le triplement du nombre d'apprenants bénéficiaires qui sera porté à 300 000.

L.R

MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE : Le port de Lomé toujours d'aplomb

Décidément, rien n'empêche le port autonome de Lomé d'ennoblir l'économie togolaise, de créer des emplois, d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, de redorer leurs conditions de vie et d'attirer les opérateurs économiques. On ne vantera jamais assez les qualités de cette infrastructure gigantesque qui a le privilège d'être le seul port en eau profonde de la côte ouest-africaine capable d'accueillir des navires de 3ème génération. Grâce à sa position géographique, il est l'unique port par lequel on peut atteindre plusieurs capitales en un seul jour avec un acheminement des marchandises. Une de ses qualités est la rapidité des formalités administratives qui est la somme des efforts de simplification des circuits. En 2020, année de crise percutante due à la covid-19 et ses effets socioéconomiques indésirables, le port de Lomé s'est transcendé.

Entre 2019 et 2020, le trafic global du port autonome a été haussé de 12%. Il est passé de 22,7 millions à 25,5 millions de tonnes et les importations enregistrées sur la plateforme portuaire ont connu une hausse de près de 15%. Elles sont passées de 6,5 millions à 7,5 millions de tonnes. Quant aux exportations nationales et le transit, une hausse de 3% a été notée. Ils sont passés de 1,28 million à 1,32 million de tonnes.

Evolution soutenue du trafic portuaire

Des données provisoires communiquées par les responsables portuaires permettent de découvrir que les activités de transbordement ont bondi annuellement de 12%. Précisément, de 15 millions en 2019, elles sont passées à 16,6 millions de tonnes en 2020. Par-dessus tout, une évolution soutenue du trafic portuaire est perceptible au cours des 03 dernières années. De 22,1 millions en 2018, il s'est établi à 22,7 millions en 2019 puis à 25,5 millions de tonnes en 2020.

Un port énergétique en dépit de la covid-19

Les chiffres sont expressifs et suffisent pour prouver la résilience du port autonome de Lomé durant l'année 2020, quoique bousculée par la maladie à coronavirus. Il ne serait pas osé de soutenir que la pandémie a constitué de source de motivation pour le port plutôt que d'élément perturbateur. La situation pandémique a positionné

le port de Lomé comme une plateforme de repli important pour les puissants bâtiments maritimes, ce qui justifie une fois encore sa capacité de transbordement par excellence pour les pays de la sous-région.

Une riposte socioéconomique résistante

Depuis le début de la crise, la gestion au Togo est un coup de maître. Au 15 décembre 2020, les dépenses effectuées dans la lutte étaient calculées à 107,5 milliards de francs CFA. Dans cette somme, 52,2 milliards ont été consacrés à la relance économique. Depuis le 1er avril 2020, le montant des échéances de crédits reportées pour aider les entreprises est de 18 milliards sans oublier le fonds de relance en faveur des TPME mis en place en août 2020 avec des crédits allant à 10 millions, pour un taux bonifié de 5%. En fin septembre 2020, les reports ont été accordés à 212 entreprises pour un total de 15 milliards et 1 361 particuliers ayant sollicité ces reports avaient trouvé satisfaction pour un montant de 03 milliards. Le Togo use de toutes ses forces pour alléger les charges fiscales en faveur des PME/PMI. Cela explique sans doute la résilience du pays face à la covid-19 qui est progressivement poussée dans ses derniers retranchements. Jeudi le 11 mars 2021, le Togo, pays dont les actions de riposte sont applaudies ici et là, a débuté la campagne de vaccination contre la maladie.

L.R.

MULTIPLICATION DES USINES DE TRANSFORMATION Une ambition progressivement concrétisée au Togo

Le Togo a des idées de développement ambitieuses qui embrassent tous les secteurs économiques, en l'occurrence l'agriculture et la transformation des produits locaux sur place. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé est convaincu qu'en offrant aux ménages d'agriculteurs les moyens de produire, de transformer et de commercialiser sans difficulté, il accroîtra leurs revenus, créera de la richesse, partagera la prospérité et les conditions de vie des travailleurs seront significativement améliorées. A travers l'installation des usines transformatrices ici et là sur le territoire, le pays optimise les chaînes de valeurs agricoles et tire davantage profit du secteur.

Comme annoncé par l'agenda présidentiel (2020-2025) et la feuille de route gouvernementale, les usines de transformation poussent davantage dans le pays. Il existe une usine de transformation de maïs en produits dérivés à Tsévié ; une autre usine de transformation de manioc pousse à Atakpamé. Elle créera des emplois et renforcera la résilience socioéconomique des producteurs. Aujourd'hui, la production annuelle du manioc est de 900 000 tonnes au Togo. Le pays enregistre 400 000 tonnes d'excédents de manioc chaque année. L'installation de l'usine a démarré en septembre 2020 ; elle traitera 15 000 tonnes de manioc par an. Déjà, un millier de jeunes producteurs ont ensemencé plus de 1 500 hectares dans la région qui abrite l'usine.

Une nouvelle usine à Wawa pour la transformation du gingembre

La préfecture de Wawa, située dans la région des Plateaux, va abriter une usine de transformation de gingembre et de poivre, deux produits très cultivés au Togo. 13,5 milliards de francs CFA seront mobilisés pour installer cette usine. Elle créera près de 4 000 emplois grâce à la collecte, le stockage, le traitement, la transformation et la commercialisation. Elle fera monter la production à au moins 10 000 tonnes de poivre à l'horizon 2024 et 200 000 tonnes de gingembre frais d'ici 2022. Actuellement, la production natio-

nale du gingembre est de 60 000 tonnes par an.

Multiplication des unités de transformation créatrices d'emplois

A côté des usines précitées, il y a Nioto SA qui transforme des matières premières oléagineuses ; une usine de transformation du soja et de l'arachide en huile et tourteaux à Sokodé, avec une capacité de production de 6 000 tonnes par an ; l'usine «Jus délice» installée à Gbatopé qui produit du jus d'ananas biologique. Elle a une capacité de traitement de 1 500 kg de fruits par heure, capable de produire 1 000 litres de jus. La production d'ananas biologique et conventionnel au Togo est estimée aujourd'hui à 600 000 tonnes par an.

La mécanisation agricole est un objectif principal au Togo. La modernisation de l'agriculture boostera la production, ce qui rend plus indispensable la construction des usines transformatrices. Les décideurs ont prévu d'accompagner la création d'au moins 2 000 entreprises agricoles par an et d'organiser 50 000 femmes dans les opérations de transformation, conditionnement et commercialisation des produits. Depuis un moment, les produits agricoles locaux sont valorisés pour faire pousser dans chaque commune, des unités de production et de transformation, créatrices d'emplois et réductrices des pertes post récolte.

SUITE DE LA PAGE 2

egos et faire marche unique », a-t-il conseillé.

« Si dans les 5 prochains mois, si vous arrivez à vous entendre (patronats de presse), je vous assure que vous entamerez avec sérénité la mutation », a souligné M. PEZO.

Présent à cette rencontre, Franck MISSITE, Directeur de Cabinet du ministère de la communication et des médias, a rassuré les professionnels des médias que cette mutation leur permettra de bénéficier plus d'avantages auprès de l'Etat et d'être plus crédibles vis-à-vis de l'Etat et autres partenaires. Il a parlé même de l'institutionnalisation d'un fonds de soutien et de développement de la presse dont l'objectif est de favoriser une meilleure organisation de la corporation, d'assurer une formation continue aux acteurs et de promouvoir le service d'intérêt général.

A en croire Arimiyao TCHAGNAO, Président du CONAPP, on demande aux médias de se transformer en entreprise de presse. Pour lui, « c'est une contrainte ». « Donc c'était important de se retrouver pour réfléchir autour de la mutation à laquelle nous sommes appelés à se conformer. Le besoin s'est senti de solliciter nos frères du Bénin qui déjà, ont affronté cette mutation pour nous dire comment ils sont arrivés à cette étape. Le Patronat de la presse béninoise est avec nous, vous l'aurez constaté. Nos frères Béninois ont pu nous dire ce qu'il faut faire, c'est-à-dire comment créer, gérer et tenir une entreprise pour qu'elle réussisse. Ces points ont été évoqués et je crois que tous ces journalistes et patrons de presse qui ont pris part à cette rencontre ont pu retenir quelque chose. La date moratoire tire petit à petit à sa fin, il nous faut aller vite pour se conformer », a-t-il déclaré.

En attendant les 6 et 7 mai 2021, pour boucler la boucle des activités avec un atelier de formation axé sur les procédures de passation des marchés publics, Arimiyao Tchagnao, président du CONAPP, s'est réjoui du bon déroulement des activités inscrites à l'agenda de cette semaine.

La première édition de la "Semaine de la presse", une initiative du Conseil national des patrons de presse (CONAPP), appartient désormais à l'histoire. Durant sept (7) jours, cet événement aura été marqué par une série d'activités et de « riches » rencontres et échanges d'expériences.

Rendez-vous est donc pris pour l'acte 2 de cette manifestation l'année prochaine.

M.B.

EPERVIERS A : Paulo Duarte prend les rênes, Claude Leroy réagit

Dans la journée de lundi 3 mai, la Fédération togolaise de football (FTF) a mis à jour une information qui a fait l'effet d'une bombe ; la nomination d'un nouveau sélectionneur. En effet, les éperviers du Togo senior ont un nouveau technicien en la personne de Paulo Duarte de nationalité portugaise. Ce dernier remplace Claude LeRoy qui a récemment démissionné.

Suite à la démission du technicien français Claude Leroy en avril dernier, il aura fallu moins d'un mois pour les dirigeants de la Fédération Togolaise de Football pour lui trouver un remplaçant. À 52 ans, Paulo Duarte devra conduire les entraînements de l'équipe nationale A de football et travailler de sorte à qualifier la sélection nationale pour les prochaines échéances continentales et mondiales de football. Actuellement en poste à Primeiro d'Agosto, un club angolais, Duarte a déjà été à la tête certaines sélections africaines, notamment le Burkina Faso (2007 – 2012 et 2016 – 2019) et le Gabon (2012 – 2013) où il est limogé par la fédération gabonaise le 23 septembre 2013, pour insuffisance de résultats. Toutefois, il est à noter qu'en 2017 Paulo Duarte avait obtenu une troisième place avec le Burkina Faso lors de la CAN 2017 au Gabon. En attendant qu'il prenne fonction en Août prochain avec la signature d'un contrat de 3 ans, le coach de

l'ASCK Jonas Kokou Komla dirigera les deux rencontres des qualificatifs du mondial 2022 notamment face au Sénégal (5 et 8 juin) et contre la Namibie (11 et 14 juin). Abalo Dosseh ne fait plus partir du staff des Eperviers du Togo. Pendant que le Portugais Paulo Duarte se prépare à s'installer au Togo, un autre fils du pays, Jean Paul Abalo se voyait limoger. Selon les informations, Jean Paul Abalo Y. Dosseh, le coach des Eperviers locaux a rencontré dans la journée de lundi le président de la FTF, le colonel Guy Akpovi qui l'a félicité pour tout ce qu'il a fait pour le football et l'équipe des locaux. Il a également saisi l'occasion pour lui signifier qu'il ne va plus lui renouveler son contrat, une décision prise en commun accord avec le ministère en charge des sports. En clair, Jean Paul Abalo ne sera plus coach des locaux mais aussi Adjoint de l'équipe nationale comme ce fut le cas avec le technicien français Claude Le Roy. Sur



Canal+ où il est également consultant, Claude LeRoy a fustigé le choix de la FTF de ne pas reconduire Abalo Dossey.

Claude Leroy se prononce sur le nouveau sélectionneur



Claude Leroy, l'ancien sélectionneur des Eperviers du Togo s'est prononcé, lundi dernier dans l'émission Talents d'Afrique sur canal+, sur Paulo Duarte, le nouveau sélectionneur des Eperviers du Togo. Claude Leroy n'a pas du tout aimé que la Fédération Togolaise du Football, prenne Paulo Duarte comme le nouveau sélectionneur des Eperviers du Togo au moment où Jean-Paul Abalo Dosseh est toujours là. « C'est regrettables

que Abalo Dosseh n'a pas été sélectionné » a-t-il laissé entendre en ajoutant « Je n'ai rien contre la Fédération Togolaise de football. Ce que je regrette c'est de n'avoir pas vu Jean-Paul Abalo Dosseh à la tête des Eperviers. Il a fait un travail incroyable et remarquable en qualifiant le Togo pour le CHAN. Il connaît l'équipe, il a été mon adjoint depuis longtemps et pour la continuité, il méritait et je regrette qu'il n'ait pas été nommé » Pour le technicien français, Claude Leroy qui affirme que c'est pour les deux matchs de qualification pour la coupe du monde qu'il a démissionné, la décision de la FTF (celle de mettre Paulo Duarte à la tête des Eperviers) est totalement incompréhensible. « Ce qui est plus incompréhensible est que le nouveau sélectionneur prenne fonction en Août, Septembre alors qu'il y a deux matchs de qualification pour la coupe du monde qui arrivent en Juin. C'est pour ça j'avais vite pris ma décision de démissionner pour vraiment laisser le temps à la fédération pour ma succession. Les deux premiers matchs sont déterminants dans la suite des éliminatoires. Nous avons manqué les deux premiers matchs qualificatifs de la CAN et ça nous a empêché de nous qualifier et c'est dommage. (...) Je l'avais dit, quel que soit

l'entraîneur qui va me remplacer, ça sera difficile pour lui parce que c'est une nouvelle génération de joueurs » a déclaré l'ex sélectionneur des Eperviers, Claude Leroy dit « sorcier blanc » Rappelons qu'avant que le nou-



veau sélectionneur ne prenne fonction en Août, l'équipe nationale sera dirigée par Jonas Kokou Komlan.

Suite à cette sortie de Claude Leroy beaucoup ont vu une ingérence. Pour eux, le « sorcier blanc » aurait voulu toujours continuer par avoir un œil sur les Eperviers du Togo si c'est Abalo Dosseh qui est désigné comme il l'aurait voulu. Mais le fait que son coup ait raté il se met dans tous ses états.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE Les filets sociaux insufflent un nouvel élan aux ménages togolais nécessaires

Le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) redonne vie aux citoyens togolais en difficulté socioéconomique. Il responsabilise les communautés dans leur développement, renforce leur accès aux infrastructures de base et à une couverture sociale minimum. L'initiative accroît l'accès des enfants à des repas scolaires réguliers, ce qui améliore la fréquentation et la rétention dans les écoles. Plus encore, elle augmente le revenu et la consommation des ménages bénéficiaires grâce aux transferts monétaires. Sur le territoire, le projet de FSB est coordonné par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) qui change supérieurement la vie des populations.

En mi-janvier 2021, l'Anadeb a célébré ses 10 années d'existence et de services rendus aux communautés à la base. L'agence a déjà investi 23 milliards de francs CFA au bénéfice des populations issues de 250 cantons les plus pauvres du Togo pour rehausser le niveau de vie des citoyens et bâtir un pays émergent et profitable pour tous.

Les cantines scolaires et les transferts monétaires sauvent les Togolais

Aujourd'hui, 315 écoles bénéficient du programme de cantines scolaires. De 2017 à 2020, 31 375 155 repas ont été servis aux écoliers des établissements primaires publics. Tout au long de l'année 2020, près de 04 millions de repas ont été offerts aux enfants. De fait, le nombre d'écoliers touchés par les cantines scolaires en 2020 s'établit à 97 518.

En ce qui concerne les transferts monétaires en 2020, 60 500 ménages ont reçu 15 000 francs CFA par trimestre. Cette allocation leur permet de tourner progressivement le dos à la pauvreté ; de manger à leur faim, d'assurer leurs besoins nutritionnels, sani-

taires, scolaires ; d'économiser de l'argent pour mettre en place des activités génératrices de revenus. D'un autre côté, les coordonnateurs du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) ont fait construire 133 infrastructures de base en 2020.

Plus de filets sociaux à venir

Les transferts monétaires ciblent 61 000 ménages pauvres du Togo en fin 2020 et 120 000 ménages en 2021. D'ici 2025, Faure Gnassingbé prévoit plus de transferts monétaires pour les ménages vulnérables. Il étendra les mécanismes de filets sociaux aux personnes du troisième âge, aux malades et aux handicapés. Le pays renforcera en outre la fourniture de services sociaux aux élèves à travers le programme «School Assur» et celui des cantines scolaires. Il est programmé entre autres l'extension de la fourniture de repas communautaires en milieu scolaire avec la multiplication par 03 du nombre d'écoles dotées de cantines scolaires et le triplement du nombre d'apprenants bénéficiaires qui sera élevé à 300 000.

L.R.

EJV : 9 000 jeunes togolais subventionnés en 2020

Pour que le développement communautaire soit inclusif, résilient, bénéfique et durable, il doit nécessairement être l'œuvre des communautés elles-mêmes, sous un regard attentif des pouvoirs publics. Parmi les cocktail d'initiatives de grande valeur économique et sociale proposées par l'Etat togolais, le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV) apporte un soutien indéfectible à la jeunesse vaillante. Il améliore l'accès aux services de base sur le plan national, réduit par tous les moyens la pauvreté et permet au pays d'atteindre progressivement les Objectifs de développement durable (ODD).

Le projet EJV répond à la problématique de la génération de revenus pour les jeunes pauvres et vulnérables ciblés du Togo pour leur auto-prise en charge efficiente. Il leur offre l'occasion de développer de saines habitudes de travail, d'acquérir des valeurs civiques tout en participant à une activité valorisée par la communauté. EJV appuie les bénéficiaires dans la mise en place ou l'extension de leurs activités génératrices de revenus.

Les Thimo, opportunité dorée pour les jeunes en mesure de travailler

Le volontariat communautaire est une composante du projet EJV qui

rassemble plus de 200 villages sur l'étendue du territoire. Il permet à chaque jeune citoyen (âgé de 15 à 35 ans) de travailler pour sa communauté et d'avoir en retour des revenus et une subvention pour la mise en place des activités génératrices de revenus, de bénéficier des formations et/ou coachings en entrepreneuriat. De 2017 à 2020, 14 124 jeunes (dont 58% de femmes) ont participé aux Travaux à haute intensité de main d'œuvre (Thimo). En 2020, 6 497 jeunes ont pris part aux Thimo et le nombre de plans d'affaires élaborés par les jeunes s'établit à 12 037. Par-dessus tout, le nombre de jeunes togolais subventionnés s'élève à 9 000. L'Agence nationale d'appui au développement à la

base (Anadeb) s'est adossée sur des financements de la Banque mondiale qui sont estimés à 7,2 milliards de francs CFA de 2017 à 2020.

La jeunesse et le développement à la base promus inconditionnellement

Le ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes a mobilisé 25 milliards de francs CFA en 2020. Comme les années antérieures, les jeunes ont été mis au centre des attentions. Le ministère a permis à 52 800 jeunes de bénéficier des activités socioéducatives. 8 861 nouveaux jeunes ont renforcé leur employabilité et 19 642 jeunes et femmes ont été formés en entrepreneuriat. Malgré la résistance de la covid-19 et de son impact dommageable sur l'économie, le ministère cité ci-avant a mobilisé 2,7 milliards de francs CFA de crédits pour les jeunes, ce qui a facilité la création de 7 389 microentreprises, généré 13 863 emplois directs et 251 554 emplois temporaires.

TOGO / 2ÈME ÉDITION DE L'ÉCOLE DES PROPHÈTES : « Une réussite totale » Emmanuel Musa Jatau

La deuxième édition de l'école des prophètes au Togo a connu son apogée le samedi 24 avril 2021. C'est à travers une cérémonie de remise des attestations aux nouveaux prophètes, présidée par l'Archbishop Emmanuel Musa Jatau du Nigéria, entouré pour la circonstance de plusieurs prophètes venus du Nigeria, du Burkina Faso, du Togo et bien entendu de l'initiateur principal du projet, le Révérend Prophète Raymond Akaré, Président des Églises prophétiques Emmanuel Patmos du Togo.

compris que tout le monde devrait être un prophète pour la bonne marche de sa vie, de sa famille, de sa société et de son pays. C'est une merveilleuse grâce que le seigneur nous a faite d'envoyer au milieu de nous, son envoyé l'Archbishop Em-



Débuté le 06 avril 2021, la deuxième édition de l'école des prophètes s'est achevée le samedi 24 avril sur une note de satisfaction générale. Au total.... nouveaux prophètes de Dieu ont reçu leur diplôme de fin de formation. Le tout dans une ambiance chaleureuse soutenue par des chants et louanges en présence de quelques autorités politiques, administratives, traditionnelles et religieuses au milieu desquelles le consul honoraire de la Slovaquie

au Togo, l'honorable Victor Sos-

sou.
« Nous rendons grâce à l'éternel pour ce jour merveilleux qu'il nous a encore accordé. Pendant des semaines, nous avons eu la grâce pour suivre des cours merveilleux. Nous avons eu des cours qui nous ont libérés, des cours qui nous ont guérés, des cours qui ont changé notre histoire. Nous avons eu des cours qui ont apporté de la lumière sur la pensée que nous avions auparavant et nous avons

manuel Musa Jatau. Nous avons au travers des cours que nous avons reçus, compris que nous avons la charge de partager ce que nous avons reçu maintenant et à jamais», a témoigné le major de la promotion.

Célébrant le culte du jour, le Bishop Thimoté du Nigéria a invité les récipiendaires à l'amour du Christ, au travail bien fait et à l'action sociale.

MINISTÈRE DES SPORTS ET DES LOISIRS

FEDERATION TOGOLAISE DE FOOTBALL
Constituée le 24 Janvier 1960
Membre de la CAF 1962 - FIFA 1962 - UFOA 1979

REPUBLICQUE TOGOLAISE
TRAVAIL - LIBERTE - PATRIE

COMMUNIQUE

Le Secrétaire Général de la Fédération Togolaise de Football tient à démentir formellement les allégations faisant croire que Monsieur Paulo Duarte, n'aurait pas donné son accord pour occuper le poste de sélectionneur de l'Équipe nationale masculine « A » du Togo.

Contrairement à ce qu'affirment les textes publiés sur les réseaux sociaux, le choix de Monsieur Paulo Duarte a été opéré à la suite de la phase d'audition des cinq (5) candidats retenus sur la short-list arrêtée par la commission technique mixte chargée de l'étude des dossiers de candidatures mise en place par arrêté du ministre des sports et des loisirs.

Monsieur Paulo Duarte qui est en contrat avec le club angolais de Desportivo Primeiro de Agosto jusqu'en juillet 2021, prendra officiellement fonction à la tête de l'équipe nationale du Togo à partir du mois d'août comme convenu.

Fait à Lomé, le 4 mai 2021

Le Secrétaire Général

Chris DAKEY

B.P. : 05 Lomé - TOGO TEL : (+228) 22 26 43 43 / 22 26 64 64
www.fttogo.com

LA FIBRE TOGOCOM EST CHEZ VOUS !

Offrez vous **La fibre** Togocom

à **10 000 F CFA**

~~25 000 F CFA~~

Souscrivez dès maintenant dans une agence Togocom ou auprès de nos commerciaux itinérants !

Promo valable du 5 Mai au 7 juin 2021. Offre soumise à conditions.

@togocom.tg
 @togocom_tg

Service Client : 888 | 119
7 jours/7 de 7h à 21h

togocom.tg